

# Lisbonne/Paris (1975), l'affaire República et la CGT

Le 25 avril 1974, au Portugal, le régime de Marcelo Caetano, héritier de la vieille dictature fasciste de Salazar, s'effondre. Les militaires du Mouvement des forces armées (MFA) prennent le contrôle du pays <sup>(1)</sup>; ils reçoivent l'appui enthousiaste et massif du peuple. Dès lors, un processus révolutionnaire s'engage. Au printemps 1975, l'échec d'un coup d'État de droite, tenté le 11 mars, ouvre une phase de radicalisation qui provoque, en réplique, une vaste mobilisation anticommuniste. L'"affaire República" fonctionne comme un prétexte à cette opération et, en mai-juin, la CGT se trouve au cœur d'une grande controverse à ce propos. Retour sur une opération anticommuniste d'envergure.

(1) *Le Mouvement des forces armées (MFA), essentiellement composé de jeunes capitaines de l'armée de terre, s'est organisé en 1973 par rejet des guerres coloniales et de la dictature salazariste.*

(2) *L'appareil répressif du régime est disloqué, mais la police politique (Pide) ne rend guère de comptes.*

(3) *Parti populaire démocratique (droite).*

(4) *Mouvement démocratique populaire, mouvement de gauche issu de la résistance légale au régime fasciste.*

**L**e processus politique ouvert au Portugal le 25 avril 1974, après avoir emporté une large approbation en Europe et dans le monde, suscite bientôt beaucoup d'interrogations. Quels sont les buts du Mouvement des forces armées dont on connaît au fond peu de choses ? Quelles forces politiques vont émerger après presque cinquante ans de dictature et quel projet porteront-elles ? Un processus révolutionnaire va-t-il s'installer en Europe, bouleversant les équilibres existants ? Les premiers signaux envoyés au lendemain d'Avril rassurent quelque peu : l'action contre les salazaristes est d'assez faible intensité <sup>(2)</sup>, le bilan humain des journées révolutionnaires est à peu près exempt de sang.

## Effets d'Avril

Le 26 avril, conformément au programme du MFA, l'Assemblée nationale et le Conseil d'État sont dissous et une Junte de salut national (JSN) installée. Composée de sept militaires choisis dans les trois corps d'armée, la Junte doit assurer l'intérim du pouvoir politique jusqu'à la forma-

tion d'un gouvernement civil provisoire. Elle est présidée par le général Antonio de Spínola, ancien gouverneur militaire de la Guinée-Bissau, qui s'affirme très à droite, affiche un anticommunisme puissant et, au fond, ne souhaite ni détruire les bases du système dictatorial ni renoncer aux vieilles dominations impérialistes portugaises. En désignant Spínola président de la République, la Junte place donc la secousse d'Avril dans un horizon plus que modéré. Le 15 mai, la formation du premier gouvernement provisoire souligne à nouveau cette orientation mais doit tenir compte des protagonistes d'Avril : sous la présidence d'une personnalité indépendante (l'avocat d'affaires Adelino da Palma Carlos), le gouvernement comprend quatorze membres : trois socialistes, parmi lesquels Mário Soares et Raul Rêgo (dont on verra le rôle dans « l'affaire República »), deux communistes (dont le légendaire secrétaire général du parti, Alvaro Cunhal), deux PPD <sup>(3)</sup>, un MDP <sup>(4)</sup>, six ministres sans affiliation politique.

Cette construction politique imprégnée du souffle d'Avril va être rapidement remise en cause : le 13 juin, à l'occasion d'une réunion de la JSN et de l'organisme

dirigeant du MFA, Spínola demande en effet les pleins pouvoirs et exige le rétablissement des hiérarchies au sein de l'armée. Les 8 et 10 juillet, le Premier ministre, en connivence avec Spínola, présente un projet de loi constitutionnelle dans lequel il propose la dissolution simultanée de la JSN et du MFA et l'attribution au président de la République du pouvoir suprême sur les forces armées. Cette proposition est refusée et, le 18 juillet, un deuxième gouvernement provisoire est formé avec comme Premier ministre le lieutenant-colonel Vasco Gonçalves, qui affiche des positions proches de celles du Parti communiste portugais. Spínola, ne renonce pas et décide de combattre l'inflexion à gauche qui s'annonce. Dès le 10 septembre, il appelle la «majorité silencieuse du peuple portugais à s'éveiller et se défendre activement contre les totalitarismes extrémistes». Quelques jours plus tard, les murs de la capitale se couvrent d'affiches signées «La majorité silencieuse» appelant à une manifestation pour le samedi 28 afin de «sauver le pays du chaos, du communisme et du gouvernement de Vasco Gonçalves».

Les organisateurs, qui attendent trois cent mille participants, n'ont pas lésiné sur les moyens propres à les rassembler, recourant à des avions privés pour inonder le pays de tracts et finançant les déplacements...

### À la veille d'un été brûlant

Mais l'intense mobilisation de la droite va se fracasser sur la volonté du MFA de défendre Avril et sur la vaste mobilisation populaire qui se met en marche dans la nuit du 27 septembre. Des rassemblements de rues se produisent, on se masse autour des sièges des partis de gauche, des barrages sont dressés à Lisbonne et dans d'autres endroits du pays. L'assaut réactionnaire n'aura pas lieu et Spínola lui-même doit déclarer dans la matinée que la manifestation est désormais «inopportune». Le lundi 30 septembre, il démissionne, et des cortèges se forment au cri de «fasciste écoute, le peuple est en lutte». Francisco da Costa Gomes, membre de la Junte de salut national, est nommé président de la République. Une épuration est entreprise au sein de l'armée. Battus, Spínola et la droite militaire ne renoncent pas et préparent un coup d'État. Le 11 mars 1975, le 1<sup>er</sup> Régiment d'artillerie de Lisbonne (Ralis), qui a joué un rôle très important en Avril et se situe à l'aile gauche du MFA, est bombardé par des avions, et des unités parachutistes manipulées par la hiérarchie militaire réactionnaire sont acheminées depuis la base de Tancos. Elles encerclent la caserne où se tient le régiment et tentent, sans guère de conviction, de l'occuper. Autour de la caserne et à Lisbonne, en riposte à l'attaque, des rassemblements sont organisés et des grèves déclenchées. Ces mobilisations contribuent fortement à l'échec de l'opération. Spínola s'enfuit en Espagne en compagnie de dix-huit officiers. Au lendemain du 11 mars, une nouvelle épuration de l'appareil militaire est engagée et deux organes de pouvoir installés : un Conseil de la Révolution et une Assemblée du Mouvement des forces armées. Vasco Gonçalves est confirmé à la tête du gouvernement.



DR / IHS CGT Arrestation d'un agent de la Pide, 25 avril 1974, Portugal.

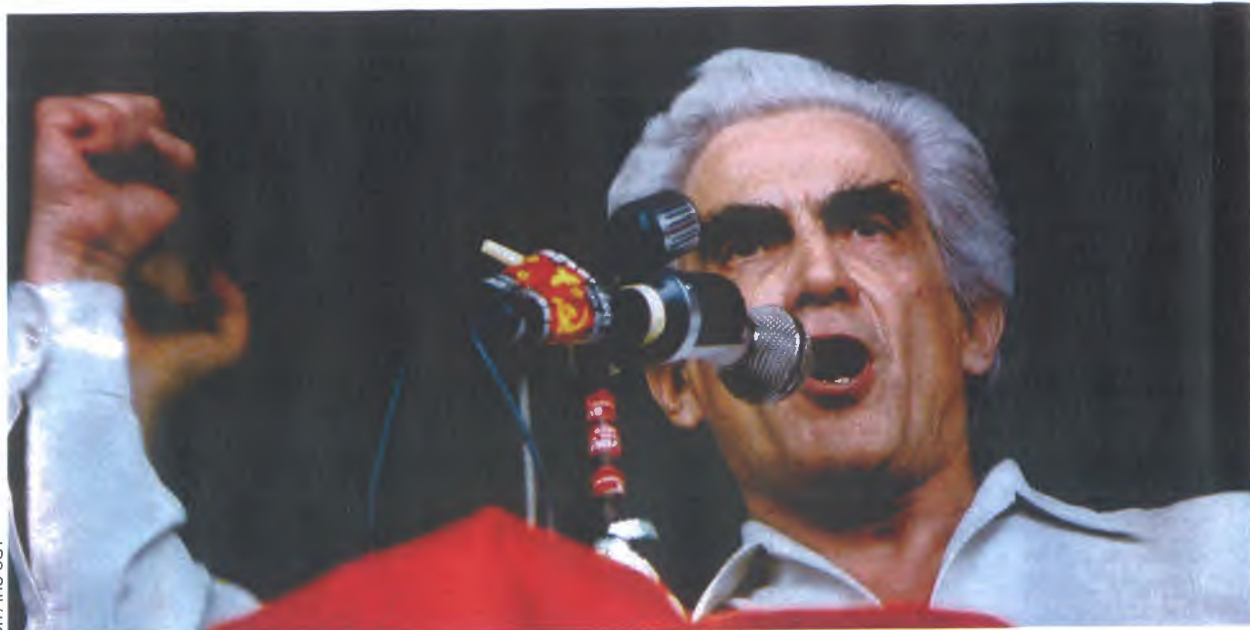
Le 25 avril 1974 a ouvert, on vient de le voir, une situation politique pleine d'incertitudes, que l'acronyme Prec (Processus révolutionnaire en cours) désignera. Si les salazaristes se montrent discrets, des formations politiques de droite ont émergé qui entendent disputer l'espace politique. Les grandes formations de gauche sont divisées<sup>(5)</sup>. Le 22 mars 1975, dans une interview donnée à l'agence Algérie presse service, Alvaro Cunhal synthétise la différence fondamentale qui sépare les partis communiste et socialiste : «Nous avons une situation démocratique provisoire [...]. À notre avis, un régime démocratique est incompatible avec le pouvoir des monopoles et des grands latifundiaires [...]. C'est le point fondamental de notre désaccord avec les socialistes qui pensent qu'une liberté démocratique de type ouest-européen est possible, c'est-à-dire des libertés démocratiques d'un côté et le pouvoir des monopoles et des grands propriétaires de l'autre. Là est la grande différence entre nous.»<sup>(6)</sup> Le MFA, pour ce qui le concerne, est traversé de courants divers, mais les idées de gauche s'affirment rapidement en son sein. D'évidence, au lendemain du 11 mars, un bras de fer s'est ouvert entre les tenants des deux lignes possibles pour la Révolution. Le MFA, qui s'est engagé à convoquer des élections législatives avant le 25 avril 1975, qui entend donner à ce scrutin une simple dimension d'étape et parvient à obtenir des partis politiques de gauche une plateforme d'accord constitutionnel fixant à quatre années la durée de la première législature, installe un Conseil de la Révolution doté de larges pouvoirs de contrôle du président de la République et limite le rôle de l'Assemblée nationale à une fonction constituante<sup>(7)</sup>. Au lendemain du 11 mars, le pays connaît une grande effervescence sociale que les médias appelleront bientôt «l'Été brûlant» (*Verão quente*), nourrie tout à la fois des décisions de nationalisations et de l'avancée concrète de la réforme agraire dans l'Alentejo où domine la propriété latifundiaire<sup>(8)</sup>. Ces impulsions gouvernementales se combinent avec les luttes engagées

(5) Des groupes d'extrême gauche, à l'activisme parfois spectaculaire, combattent le parti communiste et ne rechignent pas à des comportements et alliances douteux dans cet objectif.

(6) L'Humanité, 23 mars 1975.

(7) Mário Soares déclare n'y avoir souscrit que du bout des lèvres, car c'était «la condition sine qua non pour que les élections se déroulent normalement». Mário Soares, Portugal quelle révolution ? Entretiens avec Dominique Pouchin, Calmann-Lévy, 1976, p. 109.

(8) Entre le 11 mars et le mois de mai, de très nombreux secteurs sont nationalisés : banques, assurances, compagnies pétrolières et d'électricité, du gaz, industries du tabac, de la bière, de la cellulose, des transports maritimes...



DR / IHS CGT

(9) En juillet 1975, à la veille de son 1<sup>er</sup> Congrès, l'Intersyndicale compte près de 300 syndicats représentant 2 500 000 travailleurs, soit 78 % de la population active. Le 21 janvier 1975, malgré l'opposition du parti socialiste, une loi a consacré le principe de l'unicité syndicale.

(10) Ces premières élections législatives se déroulent dans un pays sans traditions démocratiques, comptant 30 % d'analphabètes et où de très importants secteurs sont contrôlés par des forces réactionnaires à la tête desquelles se place l'Église catholique.

Les résultats du scrutin sont les suivants : PS, 37,87 %, PPD 26,39 %, PCP 12,46 %, CDS 7,61 %, MDP 4,14 %.

(11) L'UDP a été créée en 1974 par fusion de trois petits groupes se disant « marxistes-léninistes ».

12 Le Comando operacional do continente (Copcon) a été créé le 8 juillet 1974.

Composé de forces spéciales militaires, il a essentiellement pour tâche de prévenir les actions contre-révolutionnaires.

Alvaro Cunhal, secrétaire général du PCP, Portugal.

dans de nombreux entreprises, bureaux et services par les commissions de travailleurs mises en place au lendemain d'Avril en l'absence provisoire d'un mouvement syndical à peine sorti de la clandestinité<sup>(9)</sup>. C'est dans ce contexte, et alors que les élections législatives à la portée politique limitée viennent de placer le parti socialiste à la première place<sup>(10)</sup>, que va surgir « l'affaire República ».

### República et "l'affaire República"

Avant d'aborder « l'affaire República » en elle-même, il est nécessaire d'évoquer la situation de la presse portugaise en général. Au Portugal, la presse quotidienne connaît un tirage important. Dans l'aire lisboète, neuf journaux d'orientations diverses paraissent, tirant à près de quatre cent mille exemplaires, les communistes ne disposant d'une présence significative que dans le quotidien *Diário de Notícias* (douze journalistes communistes sur un effectif de soixante-deux). À Porto, trois journaux sont publiés, deux dirigés par la droite et un par le parti socialiste. En province, Alentejo excepté, l'Église et la droite contrôlent toutes les publications locales, et le plus grand des hebdomadaires, *L'Expresso*, est dirigé par Francisco Balsameo, député du PSD. Dans cet ensemble, República pèse, en mai 1975, pour environ trente cinq mille exemplaires, un tirage en forte décroissance qui est sans doute une des causes de la crise qui va se déclencher. Mais quelle est donc l'histoire de República ?

Créé en 1911 par un libéral laïc et franc-maçon, Antonio José de Almeida, futur président de la première République portugaise, le quotidien lisboète República évolue au cours de la longue période fasciste en organe d'opposition toléré au salazarisme. República devient en quelque sorte l'organe unique autorisé de l'opposition, des monarchistes à l'extrême gauche. Dans les années qui précèdent le 25 avril 1974, le journal se présente toujours comme le refuge et le porte-parole des antifascistes de diverses tendances. Alors que toute la presse portugaise est sous la coupe de groupes financiers, seuls l'hebdomadaire clandestin du parti communiste (*Avante!*) et le quotidien

República se distinguent du système. República est financé par plusieurs milliers de petits actionnaires. Au tournant des années 1960, à l'occasion d'une augmentation de capital, le parti socialiste a organisé une prise d'actions et pèse désormais pour 80 % dans le capital social. Accompagnant cette prise de contrôle, des journalistes socialistes, parmi lesquels Raul Rêgo, ont rejoint le journal. Presque moribond au milieu des années 1960 (10 000 exemplaires), le journal a triplé son tirage à la veille de 1974 et, après avoir atteint un pic de diffusion, en octobre 1974 (67 000 exemplaires), tombe à 50 000 en décembre et à 45 000 en juillet. Au lendemain du 25 avril, un réel pluralisme existe au sein du quotidien. Ainsi, le conseil de rédaction comprend quatre socialistes et un communiste, et les journalistes de sensibilité communiste forment quasiment la moitié des effectifs. Entre novembre 1974 et mai 1975, presque tous les journalistes de sensibilité communiste démissionnent de República et rejoignent qui le *Diário de Notícias*, qui d'autres organes d'information. Cependant, les communistes gardent quelques forces parmi les typographes (5 adhérents), ce qui est bien peu, puisque le journal emploie à cette époque 175 ouvriers et employés auxquels s'ajoutent 23 journalistes. Chez les typographes, des salariés s'affichent en sympathie avec l'Union démocratique populaire<sup>(11)</sup>; ils semblent avoir joué un rôle important dans le déclenchement du conflit débuté en mai, dont voici les principales étapes.

Le 19 mai, les typographes, forts de l'appui de 90 membres du personnel, occupent les bureaux du journal, dont ils contestent la ligne éditoriale, et exigent notamment la démission des directeurs Raul Rêgo et Vitor Direito à laquelle 20 des 23 journalistes s'opposent. En soirée le parti socialiste organise, face au siège du journal, situé 118, rue de la Miséricorde, un rassemblement très agressif (on crie notamment « À bas les laquais de Cunhal! ») auquel participent nombre de ses dirigeants, parmi lesquels Mário Soares. Les tentatives de médiation engagées dans la nuit échouent et; au matin du 20 mai, les locaux du journal sont fermés par le Copcon<sup>(12)</sup>, la parution



DR / IHS CGT

Manifestation socialiste du 19 mai 1975 devant le siège de la República, Lisbonne.

du quotidien étant suspendue par le gouvernement jusqu'à examen juridique de la situation par les tribunaux compétents. Le 22, le parti socialiste organise des manifestations à Lisbonne et à Porto pour défendre « la liberté de la presse ». Les ministres socialistes Mário Soares et Salgado Zenha déclarent qu'ils ne participeront plus aux réunions du cabinet tant que *República* ne reparaitra pas. Le PCP, dans une note datée du 22 mai, dénonce le violent anticommunisme du parti socialiste et déclare que « les positions et les actions du PS peuvent conduire à rendre impossible le gouvernement de coalition et de tout l'actuel système de pouvoir ». Le même jour, l'organe du Parti (*Avante!*) publie une analyse de la crise de *República* dans laquelle est déclaré « absurde le fait d'attribuer la responsabilité de la position des travailleurs de ce journal au PCP ». Et, le 23, le MFA déclare que le parti socialiste a accordé « une importance disproportionnée au conflit du travail relatif au journal *República* ».

### La délégation de la CGT et la conférence de presse du 27 mai

C'est dans ce contexte qu'une délégation de la CGT séjourne au Portugal du 21 au 23 mai, à l'invitation de l'Intersyndicale<sup>(13)</sup>. La délégation est composée de Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, René Duhamel et Christiane Gilles, secrétaires de la CGT, et de Gaston Henry, membre de la Commission exécutive confédérale et secrétaire général de la Fédération des ports et docks. Elle a rencontré la direction de l'Intersyndicale et visité deux entreprises, l'une à Barreiro, un faubourg ouvrier près de Lisbonne, l'autre à Porto. Le Premier ministre, Vasco Gonçalves, et le ministre du Travail ont également reçu la

délégation. Le 25 mai, une déclaration commune aux deux centrales est publiée<sup>(14)</sup>. Le 27 mai, au siège parisien de la CGT, Georges Séguy est interrogé, lors d'une conférence de presse, sur ce que l'on commence à appeler « l'affaire República ». Le secrétaire général de la CGT démonte tout d'abord les fausses informations véhiculées sur le conflit (les communistes auraient déclenché l'affaire, *República* est un organe du parti socialiste...) et définit le quotidien comme un journal « qui a consenti, au cours de ces derniers mois, à véhiculer les déclarations et positions du parti socialiste [et] est ainsi rapidement devenu au Portugal le quotidien spécialisé dans l'anticommunisme et dans le dénigrement, voire la calomnie, du MFA ».

Georges Séguy déclare que cette attitude a conduit à une très forte chute de son lectorat, « et la diminution de son tirage a mis en cause la sécurité de l'emploi de ses ouvriers imprimeurs et de ses journalistes ». Et le secrétaire général de la CGT d'ajouter : « il s'en est suivi un conflit collectif du travail très classique, qui avait pour origine une menace de licenciement collectif ». Évoquant les initiatives de contrôle du journal prises par les travailleurs, Séguy déclare : « on peut discuter sur la méthode, mais je dois dire que je suis assez surpris que des fanatiques de l'autogestion puissent se formaliser de cette réaction de caractère autogestionnaire évident ». En France, la conférence de presse de la CGT ne provoque guère de commentaires. À l'exception de *L'Humanité*, qui en rend compte de manière détaillée, et du *Monde* daté du 29 mai qui donne d'assez larges extraits de la conférence elle-même ainsi que de la déclaration commune signée entre la CGT et l'Intersyndicale portugaise, les autres quotidiens nationaux ignorent l'événement. Lorsqu'ils en

(13) Dans son livre *L'Ère des ruptures* (Grasset, 1979, p. 230), Jean Daniel, tordant sans vergogne le cou à la vérité, écrit : « Devant l'intensité des passions, la CGT décide d'envoyer une commission d'enquête [...]. Au bout d'une semaine, la commission revient, réservant ses conclusions à *L'Humanité*... » !  
(14) Communiqué CGT n° 197/1975 et *Le Peuple* n° 968 (15-30 juin).



DR / IHS CGT

Délégation CGT, Lisbonne, mai 1975.

parlent, ils ne retiennent que l'hostilité manifestée à l'égard des socialistes portugais. Tel est le cas du *Quotidien de Paris*, de *Libération* et de *La Croix*. La presse de province adopte le même comportement. Seuls les quotidiens communistes (*La Marseillaise* et *L'Écho du Centre*) traitent de la conférence de presse et livrent des informations complémentaires sur « l'affaire República ». Les radios et télévisions restent à peu près silencieuses. Dans ce contexte, *La Vie ouvrière* revient, le 4 juin, sur l'activité de la délégation de la CGT et publie une longue interview de René Duhamel qui déclare notamment que « les ouvriers socialistes représentent la grosse majorité [des employés du journal] », mais qu'ils défendent leur emploi et « n'acceptent pas l'orientation prise par le journal depuis plusieurs semaines et la direction socialiste qui défend cette orientation ». On le voit, René Duhamel, s'il caractérise le conflit comme une confrontation sociale classique y ajoute une source politique qui ne figurerait qu'en filigrane lors de la conférence de presse du 27 mai.

### Les libertés en question ?

Alors même que, depuis plus d'une année, les événements portugais n'ont en France guère soulevé de passions, « la révolution portugaise devient un événement central pour la gauche française au moment de sa radicalisation au printemps 1975 »<sup>(15)</sup>, autrement dit devient un enjeu des clivages franco-français. Le 1<sup>er</sup> juin, dans une interview au *Progrès de Lyon*, François Mitterrand met le feu aux poudres en déclarant : « Je vous assure qu'il [Georges Séguy] est allé là-bas [au Portugal] comme chef d'une grande centrale syndicale et, surtout, pour étudier sur place l'évolution vers le parti unique ; c'est son rêve pour la France. » Dans un communiqué en date du 3 juin, le secrétaire général de la CGT proteste contre ces propos particulièrement provocateurs<sup>(16)</sup>. Le 5 juin, à l'occasion d'une conférence de presse de la CFDT consacrée au problème des libertés, Jacques Moreau, de retour d'une délégation au Portugal, indique : « Le conflit de República n'est pas uniquement un conflit du travail. » Edmond

Maire ajoute : « Ramener ce conflit à un conflit du travail risque de masquer le fond du problème qui est que l'ensemble des courants politiques doivent s'exprimer<sup>(17)</sup>. » Le 7 juin, le CCN de Force ouvrière adopte une position équivalente, déclarant : « Sur le Portugal, le Comité a considéré que l'affaire du journal República est une atteinte intolérable à la liberté de la presse<sup>(18)</sup>. » Une concertation des expressions à propos de « l'affaire República » s'est mise d'évidence en place. Le principe en a sans doute été arrêté le 28 mai, lors de la rencontre des dirigeants socialistes du sud de l'Europe qui s'est déroulée à Latche, dans la résidence de François Mitterrand. En tout cas, l'organe du parti socialiste français, *L'Unité*, publie, dès le 30 mai, un article de Claude Estier intitulé « Une vérité à Paris, une autre à Lisbonne », mettant en cause le PCF qui vient de soumettre à la discussion des Français un « Projet de déclaration des libertés ».

À Lisbonne, le parti socialiste a décidé de conduire autour de República une bataille symbolique de portée stratégique. Conforté par les résultats qu'il a obtenus lors des élections législatives, il entend mettre le PCP en difficulté et contester le MFA, trop à gauche à son goût. En décidant de porter sur le devant de la scène la question de la liberté d'expression, il se donne les moyens de parvenir à ses fins. Non seulement il s'exprime abondamment et organise des mobilisations de masse, mais il boycotte le gouvernement et fait de « l'affaire República » le pivot d'une offensive politique. À partir du 29 mai, à Lisbonne, le *Jornal do caso República*, publié par des « journalistes en lutte pour la liberté d'expression », va soutenir l'interprétation socialiste des événements de mai et travailler à l'organisation d'une solidarité politique internationale à República. Le journal publie les messages de soutien reçus, attaque le PCF qui, à la différence des partis communistes italien et espagnol, affirme une solidarité sans faille avec le PCP<sup>(19)</sup>.

### L'arme de la provocation : usage de faux

Le *Jornal do caso República* ne fait pas dans la dentelle et propulse, le 21 juin, un texte prétendument secret attribué à Boris Ponomarev, membre du secrétariat du bureau politique du PCUS, en forme de directives au PCP en vue d'une prise du pouvoir. L'affaire fait quelque bruit et est relayée en France par *Le Quotidien de Paris* qui, le 23 juin, publie l'intégralité du « document » dans un encart de quatre pages, réplique du *Jornal do caso República*. L'agence Tass et le PCP dénoncent la provocation. Le PCF, par la voix de Paul Laurent, souligne la gravité de l'affaire, et la direction pose la question du but de la falsification. À Lisbonne, Raul Rêgo, l'ancien directeur de República, déclare qu'« à l'évidence l'authenticité du document est hautement vraisemblable ». Quelques jours plus tard, il faut se rendre à l'évidence : le document est un faux. Dans l'édition du *Monde* datée du 28 juin, Jacques Amalric en convient et écrit : « les auteurs, inconnus pour l'instant, de ce texte paraissent cependant s'être inspirés d'un long article publié en juin 1974 par M. Ponomarev dans la revue "Problèmes de la paix et du socialisme" qui avait été rédigé pour tirer les leçons de l'expérience chilienne ». Et Amalric de conclure que « la légèreté des rédacteurs du quotidien indépendant de Lisbonne apporte

(15) Christoffer-son (Michael Scott), *Les Intellectuels contre la gauche - L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Agone, 2014, p. 239.

(16) Communiqué n° 210-75.

(17) *Le Monde* du 7 juin 1975.

(18) *Le Monde* du 11 juin 1975.

(19) *L'attitude des partis communistes espagnol et italien, peut s'expliquer par leur souci, marqué d'opportunisme, de donner des gages à leurs alliés potentiels de l'heure.*

*des arguments à leurs ennemis* ». Dans la même livraison du *Monde*, Pierre Viansson-Ponté appuie les propos d'Amalric et souligne « la dégradation de la presse ».

### La CGT et le PCF ripostent

Cet épisode du faux document a le mérite de révéler la mauvaise foi anticomuniste qui, à Lisbonne comme à Paris, caractérise les débats. Alors qu'au Portugal « l'affaire República », bientôt redoublée par celle de « Radio Renaissance »<sup>(20)</sup>, s'enlise, les questions de la liberté d'expression et, plus généralement, des libertés vont durant trois mois occuper le devant de la scène politique française, se déplaçant *in fine* vers une confrontation politique avec le PCF. L'occasion est fournie par un éditorial du *Monde* du 21 juin<sup>(21)</sup>, intitulé « Révolution et liberté », qui déclare que « le retard culturel d'un pays, un long passé de dictature et d'obscurantisme, rend difficile l'application immédiate et sans nuances d'une liberté d'expression qui a souvent tendance à s'exercer au profit des nostalgies du passé encore installées dans l'appareil ». Cet éditorial provoque une réaction immédiate d'Edgar Morin, qui, dans *Le Nouvel Observateur*, se déclare troublé par l'opposition, selon lui établie par *Le Monde*, entre « processus révolutionnaire et liberté de la presse ». Au *Figaro*, Raymond Aron emboîte le pas de Morin, et la revue *Esprit*, dans la mouvance de la « deuxième gauche », attaque *Le Monde* avec virulence pour la couverture qu'il fait de la révolution portugaise et des débats que cette dernière provoque en France. Mais, avant même le 21 juin, dans *Le Nouvel Observateur*, Jean Daniel a mis en cause Georges Séguy pour son interprétation de « l'affaire República ». Dès le 16 juin, son éditorial exprimait son « embarras » à manifester sa solidarité aux syndicalistes CGT du Livre engagés dans un dur conflit avec la direction du *Parisien libéré* et concluait que la véritable raison du conflit était que *República* « ne ménageait pas les communistes, contrairement au reste de la presse dont les communistes ont pratiquement le contrôle ». La CGT, dans une déclaration signée des participants à la délégation au Portugal<sup>(22)</sup>, riposte le 17 juin à ce texte, l'accusant « de relancer et de ranimer la flamme de la calomnie, et de ne rien réfuter faute d'arguments sérieux à opposer aux nôtres ».

La déclaration de la CGT pointe des approximations et des contre-vérités, notamment le fait que Jean Daniel prétende avoir rencontré, lors d'un séjour au Portugal, la direction de l'Intersyndicale. Jean Daniel et *Le Nouvel Observateur* persistent dans leur présentation de la révolution portugaise, la CGT publie, le 16 juillet, un communiqué critiquant les prises de position et commentaires de l'hebdomadaire. La controverse se prolonge en juillet et août avec le parti communiste. En France, « l'affaire República » est en tout cas saisie comme une occasion de saper la stratégie du Programme commun en accusant le parti communiste d'un engagement douteux sur les libertés et en soulignant les liens unissant la CGT et le Parti communiste. Les controverses qui s'y déroulent au cours du printemps et de l'été 1975 montrent combien la lutte idéologique a pris une tournure particulièrement aiguë, aux lourds enjeux politiques au sein même de la gauche.

André NARRITSENS

## MFA, VASCO, POVO



## POVO, VASCO, MFA

FORÇA, FORÇA COMPANHEIRO VASCO  
NÓS SEREMOS A MURALHA D'AO

▲ Affiche du MFA.

▼ Jornal do caso República, n° 1, 29 mai 1975.

(20) Au cours de cette période, República ne reparait pas.  
(21) L'éditorial est non signé.  
Dans la période, Dominique Pouchin et José Rebelo suivent pour le quotidien de soir les événements portugais.  
(22) Communiqué n° 236-76 en date du 17 juin 1975.

COLLECTION IHS CGT

COLLECTION IHS CGT